

Centrafrique

Les affrontements dans le Nord-Est menacent-ils l'accord de paix?

AFP
Bangui/Centrafrique

DES combats intenses entre groupes armés à Birao, ville de l'extrême nord-est de la République centrafricaine, sont venus perturber l'accalmie relative que connaissait le pays depuis un accord de paix signé en février.

L'affrontement entre deux groupes pourtant signataires de cet accord, qui a fait une vingtaine de morts et 13.000 déplacés, inquiète aussi bien les organisations internationales que le gouvernement.

-Que s'est-il passé à Birao?- Du 1er septembre à l'aube du 3 septembre, deux groupes armés se sont affrontés dans la ville, à 60 km de la frontière avec le Soudan.

"La ville est vidée et les boutiques sont détruites", témoigne un responsable humanitaire sous couvert de l'anonymat. Pour lui, il s'agit d'une "urgence humanitaire absolue".

L'ONU et l'Union africaine ont décrit des combats d'une "rare violence". Malgré des tentatives de mé-

diation de la Mission des Nations unies, la Minusca, la situation reste particulièrement tendue.

Aujourd'hui, il est difficile d'évaluer la situation dans la petite ville, reliée au reste du monde par des routes impraticables en pleine saison des pluies et située à l'extrême opposé de Bangui.

La Minusca a établi un pont aérien depuis le 5 septembre pour acheminer une aide médicale et alimentaire dans la ville. Plusieurs autres responsables humanitaires interrogés par l'AFP s'inquiètent de la tension croissante entre les deux groupes armés.

-Qui s'affronte à Birao?- Les groupes qui s'affrontent ont tous deux été créés à Birao, l'un des foyers de la rébellion de mouvements armés constitutifs de la Séléka qui avaient mis fin au régime du président François Bozizé en 2013.

Issu de la dissolution de cette coalition en 2014, le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC), l'un des plus puissants groupes



Les soldats des forces de maintien de la paix en Centrafrique

Photo : AFP

armés du pays, s'oppose désormais à son ancien allié, le Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (MLCJ).

Les deux groupes se disputent le contrôle de la frontière où affluent les armes en provenance du Soudan, précieuses dans un pays soumis depuis 2015 à un embargo de l'ONU sur l'armement.

En juillet, un premier affrontement entre le MLCJ et le FPRC, lié à la contrebande d'armes, avait déjà causé la mort de huit militaires (quatre dans chaque

camp).

- Les affrontements peuvent-ils s'étendre?- La ville de Birao est désormais contrôlée par les éléments du MLCJ tandis que les combattants du FPRC se sont repliés aux abords de l'agglomération.

Plusieurs responsables humanitaires s'inquiètent de l'éventualité d'une offensive du MLCJ sur Bria, une ville située dans la préfecture voisine de la Haute-Kotto, au sud de Birao, et contrôlée par les éléments du FPRC.

Côté FPRC, les éléments

présents aux environs de Birao ont été renforcés le 5 septembre par des combattants venus de Ndele, l'un des fiefs de ce groupe armé situé au sud-ouest de la ville. Une opération destinée à "secourir les blessés", selon le chef militaire du FPRC, Abdoulaye Hissène.

-Quelles conséquences à Bangui?-

"L'attaque de Birao est un nouveau test pour l'accord de paix", estime une source diplomatique à Bangui.

L'accord signé à Khartoum en février avait déjà été

fragilisé en mai, quand un autre de ses participants, le groupe 3R, avait massacré 46 civils à Paoua, dans le nord du pays.

Le 23 août, la Mission des Nations unies avait menacé de sanctionner "strictement" les violations de l'accord de Khartoum.

Mercredi, le gouvernement centrafricain a appelé à l'application de ces sanctions. "Il doit y avoir un prix concret à payer pour ceux qui font obstacle au processus de paix", a dit le porte-parole du gouvernement, Ange-Maxime Kazagui.

Mais la nature exacte des sanctions n'est pas précisée dans le texte de l'accord et fait encore l'objet de discussions entre la Minusca, l'Union africaine (UA) et la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), garants de l'accord de paix. Par ailleurs, l'affrontement de Birao pourrait davantage éroder la confiance entre les groupes armés et le gouvernement centrafricain. Deux responsables de groupes armés ont démissionné du gouvernement ces dernières semaines.

Burkina/Attaques jihadistes

Au moins deux militaires tués dans une double attaque dans le Nord

AFP
Ouagadougou/Burkina

AU moins deux militaires burkinabè ont été tués au cours de deux "attaques simultanées" à Baraboulé et Nassoumbou, deux localités de la province du Soum, dans le nord du Burkina Faso, ont annoncé jeudi à l'AFP des sources sécuritaires.

"Dans la nuit du mercredi au jeudi, les détachements militaires de Baraboulé et Nassoumbou ont été la cible d'attaques simultanées". "Le bilan provisoire de ces deux attaques est

de deux militaires décédés et cinq blessés", selon une première source sécuritaire.

"Les deux attaques ont été repoussées par les forces de défense et de sécurité qui ont également entrepris des opérations de ratisage", a déclaré une deuxième source sécuritaire.

Cette double attaque survient à deux jours du sommet exceptionnel des chefs d'Etat d'Afrique de l'Ouest sur la sécurité au Sahel, qui se déroulera samedi à Ouagadougou, en vue de relancer la lutte contre les groupes jihadistes.

Le Burkina a connu ces der-



Les soldats burkinabè en faction

Photo : AFP

niers jours une nouvelle série d'attaques meurtrières.

Lundi, quatre gendarmes avaient été tués lors d'une attaque à Inata, dans la

province du Soum, selon un nouveau bilan revu à la baisse. Deux des six gendarmes de l'unité prise pour cible lors de cette "attaque terroriste", ont en effet été "retrouvés sains et saufs", selon un communiqué de la gendarmerie nationale diffusé mercredi. Dimanche, 29 personnes avaient été tuées dans deux attaques dans la commune de Barsalogo, dans la province du Sanmatenga, dans le nord du pays.

Le 19 août, l'attaque contre un détachement militaire à Koutougou, dans le nord du pays, avait fait 24 morts et sept blessés: il s'agit à ce

jour de l'attaque jihadiste le plus meurtrière contre l'armée burkinabè.

Pays pauvre d'Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso est pris depuis quatre ans et demi dans une spirale de violences, attribuées à des groupes armés jihadistes, certains affiliés à Al-Qaïda et d'autres au groupe Etat islamique.

De plus en plus fréquentes et meurtrières, en particulier dans le Nord et l'Est, les attaques jihadistes ont fait plus de 570 morts, selon un comptage de l'AFP. L'armée burkinabè, qui subit de lourdes pertes, semble incapable d'enrayer ces attaques.

Nigeria/Attaques

Neuf corps de soldats retrouvés après l'attaque d'une base militaire

AFP
Kano/Nigeria

LES corps de neuf soldats nigériens ont été découverts et une trentaine sont portés disparus après l'attaque lundi d'une base militaire du nord-est du Nigeria revendiquée par l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest (Iswap), a-t-on appris de sources sécuritaires.

"Pour l'instant, nous avons retrouvé les corps de neuf soldats et 27 autres soldats sont toujours introuvables

et nous ignorons s'ils sont toujours vivants", a confié mercredi soir un haut gradé militaire à l'AFP, sous couvert d'anonymat.

"Les opérations de recherche sont toujours en cours", a ajouté une autre source militaire, donnant le même nombre de cadavres retrouvés.

"Nous continuons à chercher nos 27 autres hommes. Il est trop tôt pour spéculer sur leur sort", a souligné cette même source.

L'armée nigérienne n'a fait aucun commentaire sur



Les blessés de l'attaque pris en charge par la Croix rouge

Photo : AFP

cette attaque mais a an-

noncé avoir "détruit deux

véhicules armés d'Iswap camouflés sous des arbres" dans une attaque aérienne, "neutralisant leurs occupants".

Des combattants d'Iswap, groupe issu d'une scission de Boko Haram, ont ouvert le feu lundi, sur un convoi militaire sur la route entre Damasak et Gudumbali, dans l'Etat de Borno, foyer de l'insurrection.

Le groupe islamiste a revendiqué cette attaque mardi, affirmant avoir fait "des dizaines de morts" et "saisi dix véhicules militaires ainsi que des armes

et des munitions".

En dix ans, l'insurrection jihadiste et sa répression dans le nord-est du Nigeria ont fait plus de 27.000 morts, et environ deux millions de déplacés ne peuvent toujours pas regagner leur foyer.

L'Iswap s'est séparé de Boko Haram en 2016. Depuis juillet 2018, l'Iswap a intensifié ses attaques contre les bases militaires du nord-est du pays, faisant des dizaines, voire des centaines de morts au sein des forces armées nigériennes.